



SALA STAMPA DELLA SANTA SEDE **BOLLETTINO**

HOLY SEE PRESS OFFICE BUREAU DE PRESSE DU SAINT-SIÈGE PRESSEAMT DES HEILIGEN STUHL
OFICINA DE PRENSA DE LA SANTA SEDE SALA DE IMPRENSA DA SANTA SÉ
BIURO PRASOWE STOLICY APOSTOLSKIEJ دار الصحافة التابعة للكرسي الرسولي

N. 0553

Mercoledì 24.10.2007

Sommario:

- ◆ **INTERVENTO DELLA SANTA SEDE AL DIBATTITO DI POLITICA GENERALE DELLA 34ma SESSIONE DELLA CONFERENZA GENERALE DELL'UNESCO**
- ◆ **INTERVENTO DEL CAPO DELLA DELEGAZIONE DELLA SANTA SEDE ALLA SEDUTA PLENARIA DELLA 62ma SESSIONE DELL'ASSEMBLEA GENERALE DELLE NAZIONI UNITE**

◆ **INTERVENTO DELLA SANTA SEDE AL DIBATTITO DI POLITICA GENERALE DELLA 34ma SESSIONE DELLA CONFERENZA GENERALE DELL'UNESCO**

INTERVENTO DELLA SANTA SEDE AL DIBATTITO DI POLITICA GENERALE DELLA 34ma SESSIONE DELLA CONFERENZA GENERALE DELL'UNESCO

Durante la 34ma Sessione della Conferenza Generale dell'UNESCO, attualmente in corso a Parigi, Mons. Francesco Follo, Osservatore Permanente della Santa Sede, ha pronunciato il 22 ottobre un intervento in cui ha posto l'accento sull'educazione integrale della persona umana, sul riconoscimento del fatto religioso nella sfera pubblica, sullo sviluppo urbano e la protezione della natura. Ne pubblichiamo di seguito il testo:

● **INTERVENTO DI MONS. FRANCESCO FOLLO**

Monsieur le Président,

Je m'associe bien volontiers aux orateurs qui m'ont précédé pour exprimer les félicitations de la Délégation du Saint-Siège pour votre élection à la Présidence de la Conférence générale de l'UNESCO, tâche que – sans aucun doute – vous saurez accomplir de manière excellente, mettant au service de notre assemblée et de la Communauté internationale les connaissances qui sont les vôtres.

Permettez-moi, Monsieur le Directeur Général, de vous remercier également pour les paroles par lesquelles, en

décembre 2006, vous avez exprimé votre appréciation pour la contribution intellectuelle que le Saint-Siège apporte, depuis plus de 50 ans, à cette Organisation, que vous savez si bien conduire.

Parmi les points d'attention de l'UNESCO, il y a la question de l'éducation, que le Saint-Siège suit toujours avec grand intérêt, créant et accompagnant dans différents pays des projets éducatifs. Plus que jamais, en effet, il nous faut mettre la formation et l'éducation des jeunes et des adultes, au sens large du terme, parmi les priorités de la Communauté internationale, comme le soulignait la *Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous*. En effet, c'est un des aspects essentiels de la promotion des personnes et des peuples, ainsi que du développement de la culture et de l'établissement de la paix. Nous devons soutenir les projets tels qu'ils sont par exemple indiqués dans le *Cadre d'action* établi en l'an 2000 à Dakar, malgré les difficultés qui peuvent se présenter. Dans cet esprit, le Continent africain doit être pour l'Occident une priorité, sachant que le nombre de personnes, notamment de jeunes et d'enfants, qui n'ont pas accès à l'éducation primordiale est encore très élevé. Plus l'éducation sera favorisée, plus les cultures locales seront promues, plus les personnes accéderont au bien-être, plus la vie sociale et économique des peuples en tirera des fruits. Il nous faut reconnaître que rien ne changera vraiment dans notre monde tant que tous ses habitants n'auront pas accès à un système éducatif de qualité. Le Saint-Siège ne peut donc qu'encourager toutes les initiatives en ce sens, qui prennent soin de la formation non seulement intellectuelle, mais aussi de la formation humaine et morale des individus. Le développement global des personnes et des peuples ne peut se limiter aux notions scientifiques et économiques. Il comprend les dimensions morale et spirituelle, qui permettent aux personnes d'apprendre à bien se conduire, à agir en fonction d'une espérance en l'avenir et à avoir le souci du bien commun. C'est déjà ce que soulignait Mgr Angelo Roncalli, premier Observateur permanent du Saint-Siège auprès de l'UNESCO et futur Pape Jean XXIII : «Il existe certains principes élémentaires de caractère moral et religieux, qui constituent le patrimoine de tous les peuples et sur lesquels on suppose une entente comme une base inévitable de vie commune pour réussir la construction du véritable ordre social et mondial de justice et de paix». Le développement authentique des personnes et des peuples ne peut se faire que dans la perspective d'une reconnaissance et du développement de l'être intégral de chacun, de sa dignité fondamentale et du respect intrinsèque qui lui est dû. Que nos contemporains ne perdent jamais de vue que l'éducation doit être intégrale, c'est-à-dire avoir comme objectif de permettre le plein développement d'un être, qui vise un humanisme intégral, qui garde le sens de la transcendance de l'homme sur le monde et de Dieu sur l'homme. Permettez-moi aussi, à ce propos, de souligner l'importance d'une attention toujours plus grande à l'égalité des sexes dans les domaines de l'éducation, qui doit être promue dans tous les projets élaborés. Nous savons la place toujours plus importante que la femme est appelée à tenir dans la vie sociale et économique dans toutes les sociétés, notamment en Afrique, pour ne pas négliger cet aspect des choses. Mais il importe aussi de promouvoir l'éducation en s'appuyant sur la famille, cellule de base de la société, et sur les parents à qui il revient, de droit, d'être les premiers éducateurs de leurs enfants.

Pour la protection et la promotion des cultures, nous connaissons tous l'importance de la religion et des croyances, qui font partie des domaines essentiels de la vie de tout homme et de toute société. Dans notre monde post-moderne où les religions et les idéologies sont aussi à l'origine d'affrontements sanglants entre personnes, entre peuples, parfois au sein même des différentes cultures, il importe de voir comment il est possible de faire en sorte que la démarche religieuse soit vraiment intégrée à la vie des personnes et des peuples, ainsi qu'à la vie de la cité. Dans le passé, la tentation de renvoyer le religieux dans la sphère du privé a conduit à nier une part importante des cultures. Pour que se développe une culture de la paix et de la fraternité, il est urgent d'éduquer l'homme moderne à la reconnaissance du fait religieux, comme réalité non seulement individuelle, mais aussi sociale, comme élément fondamental de l'édification et de la maturation des personnes, mais encore comme moyen de construction de la convivialité sociale. La reconnaissance du fait religieux induit aussi la reconnaissance de la liberté religieuse, qui ne peut se limiter à la croyance, mais qui comprend encore la liberté de professer et de pratiquer publiquement sa foi, dans le respect des autres traditions religieuses et des principes de base de la société. Avec la vision qui leur est propre, les religions peuvent de même avoir une influence positive sur la vie en société et sur la place des individus dans la cité.

Notre monde actuel est un monde de plus en plus urbain, avec le développement de grandes mégapoles, qui sont à la fois des lieux riches de culture et de civilisation, mais où se développent aussi des phénomènes de violence, d'incivilité, et où de plus en plus de familles et de jeunes sont mis aux marges de la société. Dans ce sens, la proposition du Brésil de réaliser une Conférence sur le développement des villes est particulièrement

opportune. La ville, qui est le lieu des réseaux de relations, peut être aussi le lieu d'une grande solitude des personnes. Les faits divers qui en rendent compte ne manquent pas. Dans les villes, il faut créer des lieux de culture, de relations, d'éducation, pour que les hommes se parlent, échangent, se reconnaissent comme frères et comme partenaires de la construction sociale, qu'ils soient attentifs aux plus petits, aux plus pauvres, aux laisser-pour-compte. Dans cet esprit, il nous revient de soutenir toutes les propositions qui feront de la planète un lieu où il fait bon vivre. Comment ne pas évoquer la question du développement durable, des programmes pour les énergies renouvelables, telle la proposition faite pour l'Asie centrale par le Kazakhstan. L'exigence qui sous-tend toutes ces démarches consiste à donner à l'homme des lieux vraiment humains, pour aujourd'hui et pour l'avenir. Nous sommes tous responsables de la protection de la planète et nous nous devons de développer une culture de la sauvegarde de la terre. Même si l'urbanisation occupe beaucoup de place aujourd'hui, il importe cependant de prendre aussi en compte le monde agricole et les habitants des campagnes, car ils ont un rôle dans la protection de la nature et ils peuvent nous aider à éduquer les jeunes générations à être toujours plus responsables de notre terre. Il faut souhaiter que, dans tous les continents, se développe toujours davantage cette culture de l'éducation, afin que tous aient le sens de la grandeur de l'homme et de l'importance de la création. Comme nous le rappelait le Pape Jean-Paul II, «l'avenir de l'homme dépend de la culture» (*Discours à l'UNESCO*, 2 juin 1980, n. 28), et – j'oserai encore ajouter – l'avenir de la planète dépend la culture. Je vous remercie de votre attention.

[01492-03.01] [Texte original: Français]

INTERVENTO DEL CAPO DELLA DELEGAZIONE DELLA SANTA SEDE ALLA SEDUTA PLENARIA DELLA 62ma SESSIONE DELL'ASSEMBLEA GENERALE DELLE NAZIONI UNITE

Il 19 ottobre scorso, S.E. Mons. Celestino Migliore, Osservatore Permanente della Santa Sede presso le Nazioni Unite e Capo Delegazione alla 62a sessione dell'Assemblea Generale dell'ONU, è intervenuto in merito all'attuazione del Partenariato per lo sviluppo dell'Africa (*New Partnership for Africa's Development - NEPAD*), nel suo settimo anno di esistenza.

Questo il testo del discorso pronunciato dall'Osservatore Permanente della Santa Sede presso le Nazioni Unite:

• INTERVENTO DI S.E. MONS. CELESTINO MIGLIORE

Mr President,

Resolutions 61/229 and 61/230 highlight many positive signs of the commitment of the peoples and governments of Africa to act as protagonists in the promotion of peace and of their own economic and social development. They also express the international community's responsibilities towards Africa.

Figures showing accelerated economic growth in Africa as a whole during the past years are particularly encouraging. This was best exemplified by last year's growth rate which was the highest in the last thirty years.

It is therefore with pleasure that I salute the New Partnership for Africa's Development (NEPAD) in its seventh year of existence. This Africa-owned and Africa-led vision and strategic framework for Africa's renewal has contributed in no small measure to this growth. Moreover, although designed to address the challenges facing the Continent through closer cooperation among the African countries, NEPAD also opens and prepares Africa to greater international cooperation. Indeed, one of its primary objectives is to halt the marginalisation of Africa in the globalisation process and enhance its full and beneficial integration into the global economy. Africa has started to reap the fruit of this wise decision, like the aforementioned highest growth rate, which was in part due to favourable international economic conditions.

Nevertheless, these positive signs stand in stark contrast with situations of conflict and the reality of extreme forms of poverty difficult to uproot. Africa still lags behind most of the regions of the world. Thus the international community's support remains decisive, to assist Africa respond to daunting challenges and to consolidate recent gains.

In the area of peace and security, the Holy See wishes to renew its support for a global approach to the prevention, management and resolution of conflicts in Africa. Efforts in these areas should be guided by the Peace and Security Council of the African Union, assisted by the Panel of the Wise and the African Standby Force. Initiatives such as the Continental Early Warning System and the regional conflict warning systems deserve the international community's generous support, so that the Continent's increasing assumption of its share of responsibility in conflict prevention, peacekeeping and post-conflict peacebuilding may be consolidated further.

In the socio-economic field, there would be no need to look far and wide for ways and means to support Africa: resolution 61/229 operative paragraphs 19 to 25 enumerate a number of them. To address the challenges of poverty eradication and sustainable development, Africa would need a comprehensive solution to the unsustainable debt burdens of some countries, fairer access to world market through equitable integration into the international trading system, the timely disbursement by the developed countries of the agreed 0.7% of GNP as ODA, better harmonization between international support and the NEPAD priorities, greater and long-term investments in Africa's public and private sector, transfer of technology, better educational and health systems, just to cite some.

Africa's integration into the international trading system should help it build its capacity to compete without reducing its ability to safeguard their citizens from the undesirable consequences of structural adjustments and trade liberalization. The international community is called to assist African countries develop policies that promote a culture of solidarity, so that their economic development may go hand in hand with integral human development. On the other hand, good governance and institution-building efforts, correct use of aid and anti-corruption measures are primary responsibilities of the recipient countries and are essential if international aid is to bear fruit.

At the end of the day, any new trade development – particularly the new north-south regional agreements - must improve on what is already in place and must avoid putting conditions to the detriment of Africans. One sector that is vital to Africa's capacity both to ensure its food security and to compete in the global economy would be the sensitive issue of agricultural subsidies in developed countries. An equitable solution to the imbalances in international agricultural trade is urgently needed, as well as an approach to the subsidies on exports from developed countries which is consistent with and satisfactory for African agriculture.

Mr President,

Education must be at the heart of NEPAD's objectives and priorities, not only as a goal in itself but also as a means in achieving the other objectives. Strategic partnerships in education and skills formation between institutions in Africa and in the developed world will no doubt accelerate progress in all sectors.

These partnerships should extend to the movement of skilled labour. Africa, in fact, is suffering from brain drain, as many of its educated, talented and skilled human capital - especially in the health sector - leave the Continent for better economic opportunities in rich countries. There is real risk that the hard-earned investments in African higher education would yield less and less returns to Africa, even if it would benefit countries where African skilled labour is being employed.

Persistent wars in Africa and their deleterious effects in terms of the displaced and refugees, and of the heinous crimes of child soldiers and violence against women, should remind us that peace and collective security are inseparable from human development.

Thank you, Mr President.

[01493-02.01] [Original text: English]

[B0553-XX.01]
